

La situation économique de la Roumanie et les investissements français dans l'entre-deux-guerres



Delia Lung

Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Roumanie
lungdelia@yahoo.com

Elena Rusu

Faculté d'études européennes, Roumanie, elenamrusu@yahoo.com
Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Roumanie



Résumé

La situation économique de la Roumanie a connu un développement spectaculaire dans l'entre-deux-guerres, notamment au niveau de l'industrie. Les indicateurs du développement industriel ont été marqués par des sauts spectaculaires, ce qui est principalement attribuable aux investissements étrangers. Parmi ceux-ci, les investissements français ont joué un rôle crucial. Cette étude se propose d'examiner la manière dont les investissements français ont contribué à la création et au développement des industries de l'économie roumaine entre les deux guerres mondiales, tout en soutenant l'alignement de la Roumanie aux efforts européens d'industrialisation.

Mots-clés: l'entre-deux-guerres, l'économie de la Roumanie, industrialisation, investissements français

Romania's economic stance and french investments in the interwar period

Abstract: The economic situation of Romania in the interwar period exhibited spectacular development, especially in the industrial field. Indices of industrial development were marked by spectacular leaps, and this was mainly due to foreign investments. Of these, of great importance were the French investments. This paper aims to examine the way in which French investments helped create and develop the industries within the Romanian economy between the two world wars, thus supporting Romania's alignment with European industrialization efforts.

Keywords: interwar period, Romanian economy, industrialization, French investments

Introduction

La Première guerre mondiale a eu des conséquences néfastes sur le développement industriel de l'Europe du Sud-Est et du Centre. Les coûts matériaux de guerre peuvent être comparés à ceux de nature humaine, en particulier dans des États tels que la France du Nord-Est, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie du Nord-Est, la Serbie, la Roumanie, la Russie européenne, des pays dont le territoire a servi comme champ de bataille. Pierre Milza et Serge Bernstein estiment qu'il a fallu 16 ans pour réparer les dommages des quatre années de guerre (Milza, 1998 : 105), étant donné que certaines régions ont été complètement dévastées. Les pertes économiques ont été importantes, surtout si l'on prend en compte le fait que les usines, les terres ou l'infrastructure ont été détruites et le retour à une économie manufacturière normale a été difficile après quatre ans dans lesquels l'économie avait été orientée vers les besoins de la guerre. Le cas de l'Europe Centrale et du Sud-Est est particulier, parce qu'au début de la guerre, l'économie et l'industrie de ces régions commencent à peine à se développer. Ce processus de développement a été complètement arrêté et, après la guerre, il ne pouvait plus être repris d'où il avait été laissé. Dans cette situation, il a fallu reprendre la modernisation et le développement.

La Roumanie a été profondément marquée par la guerre, d'autant plus que son territoire a servi comme champ de bataille et la période d'occupation allemande a causé d'énormes dégâts et pertes matérielles. Les expériences de la Première guerre mondiale, marquée par l'absence d'une industrie de défense nationale, a mené à une préoccupation de l'élite politique roumaine pour l'industrialisation.

Dans ce contexte, le terrain était favorable aux investissements étrangers, parce que la Roumanie était un pays sous-développé du point de vue économique, où le niveau de vie était bas et la main-d'œuvre pas chère. En outre, les capitalistes étrangers n'étaient pas obligés d'y faire des investissements coûteux, et dans ce cas ils pouvaient réaliser des bénéfices importants en utilisant des machines traditionnelles, avec un faible niveau technique, obsolètes dans les pays développés, et donc bon marché. Les monopoles étrangers préféraient le remplacement des fonds propres avec des fonds ou crédits empruntés, étant donné que les intérêts payés sur les emprunts étaient exempts de tout impôt. Les mêmes groupes financiers ont massivement participé à la création de nouvelles entreprises, mais aussi à l'augmentation du capital des entreprises existantes (Păun, 1989 : 256). Parmi ces groupes, la deuxième place était occupée par les groupes français, les capitalistes français ayant un rôle important dans le processus d'industrialisation.

Ce travail se propose d'analyser la situation économique de la Roumanie de l'entre-deux-guerres du point de vue du processus de l'industrialisation et de son financement. L'accent sera mis sur les investissements français dans de diverses industries. L'approche méthodologique de l'étude se concentre sur l'utilisation des méthodes quantitatives et qualitatives, et le résultat fera l'objet d'une approche comparative. Parmi les méthodes de recherche qualitative, ce travail utilisera principalement l'analyse des documents et les études de cas, à travers lesquelles sera examinée la situation économique de la Roumanie, mais aussi la politique envers les investissements étrangers. Grâce à la recherche qualitative, il sera possible d'observer l'évolution des investissements français dans l'industrie roumaine en termes de chiffres, complétant ainsi l'enquête. Enfin, l'approche comparative sera utilisée pour observer les effets des investissements français sur le développement industriel de la Roumanie dans l'entre-deux-guerres.

La situation économique de la Roumanie dans l'entre-deux-guerres. Le processus d'industrialisation

Inspirés par la doctrine néolibérale, les gouvernements et les parlements de la Roumanie dans l'entre-deux-guerres se sont concentrés sur la reconstruction, le développement et la modernisation de l'économie du pays, et dans ce contexte, une place importante a été occupée par l'industrie. La politique économique de l'État a proposé et a soutenu une industrialisation basée sur « les réalités socio-économiques spécifiques du pays qui permettaient l'exploitation des sources des matières premières et d'énergie, le traitement supérieur, industriel des produits agricoles » (Pușcaș, 1988 : 69). Ainsi, le but a été de changer le caractère de l'économie roumaine vers une économie agraire-industrielle, dans laquelle l'agriculture devait occuper la première place, mais le développement industriel devait lui-aussi être soutenu. Cependant, le capital interne était insuffisant pour soutenir le processus d'industrialisation. C'est la raison pour laquelle ont été envisagés les investissements étrangers.

« Le capital étranger était présent dans l'économie roumaine depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, en particulier dans l'industrie du pétrole, où en raison des risques pour les investissements à long terme, des technologies coûteuses, du manque de personnel qualifié etc. - les capitaux nationaux modestes du point de vue financier - ne représentait que 6% du capital investi dans la branche jusqu'à la première guerre mondiale » (*Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie Cluj-Napoca*, 1987 - 1988 : 380).

La politique libérale envers l'investissement étranger - la politique des « portes ouvertes » - a mené à la pénétration des capitaux étrangers dans l'économie roumaine, ce qui a conduit à une accélération du développement industriel. Ainsi, nous assistons à un développement spectaculaire qui a déterminé « l'entrée irréversible de la Roumanie sur la voie de l'industrialisation, avec toutes les limites imposées par le développement économique de l'État » (Păun, 2009 : 259). Cependant, le saut réalisé par l'industrie n'est pas aussi grand que celui enregistré par les industries occidentales, mais, à la lumière des données antérieures, il est considérable. En termes d'indicateurs quantitatifs, on parle « d'une augmentation de 59% du nombre d'entreprises, 50% du capital investi, 61% de la force motrice, 59% du personnel travaillant et 47% dans la valeur de la production atteinte » (Păun, 1989 : 256). Un aperçu de la situation de l'industrie est illustré dans le tableau suivant:

Les indices de la production industrielle, par secteurs, en 1937 par rapport à l'année 1932

| Année | Industrie de fabrication | Industrie extractive et industrie minière | Électricité | État du travail | Indice général |
|-------|--------------------------|---|-------------|-----------------|----------------|
| 1932 | 96 | 166,3 | 115,9 | 70,2 | 114,4 |
| 1933 | 118,4 | 167,3 | 118,5 | 70,7 | 121,- |
| 1935 | 145,3 | 182,6 | 152,7 | 70,9 | 144 |
| 1936 | 154,7 | 189,7 | 171,7 | 69,2 | 153 |
| 1937 | 160,5 | 164,9 | 186,2 | 74,- | 155 |

Sursa: Nicolae Păun, *Istoria economică a României*, [s.n.], Cluj-Napoca, 1989, p. 228.

Dans ce tableau sont présentées les principales industries de l'économie roumaine. Si nous suivons l'indice général, nous pouvons constater le fait qu'il a augmenté de 40,6 sur une période de 5 ans, n'ayant connu pratiquement aucune période de déclin. Cette tendance à la hausse a été transférée aux industries également, sauf pour l'industrie extractive et minière.

Ainsi, l'industrie minière, en particulier celle du pétrole et du charbon, connaît une période de croissance jusqu'en 1936, suivie par une période de déclin en 1937. L'industrie lourde représentait la partie la plus importante des capitaux étrangers investis en Roumanie. « À partir de l'année 1928 les capitaux se sont légèrement déplacés de l'exploitation minière vers l'industrie métallurgique et électrique, suivies par la sidérurgie, l'industrie alimentaire, chimique, matériaux

de construction, textiles et cuir » (Saizu, 1981 : 107). En 1924, « La Statistique minière de la Roumanie nomme 120 sociétés anonymes, établies dans le pays et considérées comme roumaines, 29 sociétés avec capital étranger et roumain, 26 sociétés constituées avec un capital de livres sterling, 12 avec francs français ou belges, 4 avec un capital de florins néerlandais, c'est-à-dire 191 sociétés anonymes avec un capital initial de 7.249.040.629 lei roumains » (*La statistique minière de la Roumanie sur l'année 1924*, 1925 : V-VI apud *Annuaire de l' Institut d'Histoire et d'Archéologie Cluj-Napoca*, 1987-1988 : 380).

Les investissements en capital ont été fortement influencés par les mouvements des capitaux dans l'ensemble de l'économie nationale. Il y a eu une augmentation constante jusqu'en 1929, qui a diminué en raison de la crise économique mondiale, la période la plus sombre étant celle comprise entre 1932 et 1938. L'augmentation de ce capital des sociétés anonymes depuis le début et jusqu'à la fin de l'entre-deux-guerres a été « depuis 27,6 milliards de lei roumains en 1925 jusqu'à 50,7 milliards de lei roumains en 1938 » (Moldovan : 67).

Le capital français dans l'industrie roumaine. Une analyse par secteur

En Roumanie, les industries les plus importantes de l'entre-deux-guerres ont été: l'industrie de la métallurgie, de l'or, des matériaux lourds, l'industrie minière, du pétrole, l'industrie alimentaire, chimique, textile et l'industrie de l'énergie électrique. Le capital français a été présent dans chacune de ces branches, le montant des investissements variant en fonction de la demande internationale, de la disponibilité des ressources et du niveau de développement de la branche.

Le capital étranger dans l'industrie métallurgique en Roumanie était d'une grande importance dans le développement de l'économie nationale. Par exemple, « une grande partie du capital de la métallurgie en Roumanie était représenté par le capital français, occupant la deuxième place après le capital anglais. Outre quelques entreprises plus anciennes qu'il contrôlait, le capital français a créé plusieurs entreprises métallurgiques importantes, parmi lesquelles, en 1925, L'industrie Aéronautique Roumaine (I.R.A.), et en 1927, L'usine roumaine des munitions » (Marcu, 1979 : 286). La plus importante entreprise métallurgique financée par le capital français dans l'entre-deux-guerres était *Lemaitre*. Le développement de l'industrie métallurgique dans l'entre-deux-guerres a été influencé par les conditions favorables de croissance de ces industries, et le meilleur exemple dans ce sens est la construction des chemins de fer - par le biais des commandes à long terme reçues de la part de l'État. Cela conduit à une étroite coopération entre la Roumanie et les usines métallurgiques, récipiendaires du capital étranger. À la fin

de la Première guerre mondiale, le capital français a pris une grande partie des actions des *Usines Reșița*, qui appartenaient auparavant à l'Empire austro-hongrois et qui avaient été accordées à la société K.K. Öesterreichische Staats Eisenbahn Gesellschaft de Vienne. En plus, le capital français a participé à la création de la Société franco-roumaine de matériel de chemins de fer, mais aussi à la Nouvelle société des ateliers Vulcan.

Dans l'industrie de l'or, le capital français a également joué un rôle important et le meilleur exemple est représenté par les compagnies *Les mines d'or Breaza - Zlatna*, *Mines d'or de Stănișoara*, *Les mines d'or de la Transylvanie* et *S.A.R. Pyrit*. Celles-ci attiraient environ 30% de la quantité d'or produite par la Roumanie dans la période 1934-1938 (Marcu, 1979 : 286).

En ce qui concerne le secteur des matériaux lourds, on a créé La Nouvelle Société des Usines de Zinc avec 65% capital français, ayant comme domaine d'activité la fabrication du zinc. Outre celle-ci, nous pouvons citer la Société franco-roumaine de matériel de chemins de fer, S.A. Bucarest, créée en 1921 avec la participation de la Société française d'études et Entreprises, avec un capital de 150 millions de lei roumains. À celles-ci s'ajoutent: S.A. des Usines Métallurgiques Lemaitre pour l'industrie du fer, Fichet S.A.R. Bucarest et La Première Usine de Zinc et des Métaux Non-Ferreux S.A.R Bucarest. En plus, le capital français peut être rencontré dans le cas des entreprises *Reșița* et *Titan-Nădrag-Calan*.

Les investissements avec capital français dans l'industrie minière de la Roumanie de l'entre-deux-guerres ont favorisé le redoublement de la production, comme c'est le cas dans les années 1925 et 1926, lorsque les grandes entreprises ont obtenu les résultats suivants: Crédit Minière de 1925 - 379 249 à 1926 - 591 707, Sirius-Concordia de 1925 - 149 169 à 1926 - 389 538 tonnes, Steaua Română de 1925 - 319 286 à 1926 - 406 406 tonnes. Cependant, des baisses ont aussi été enregistrées comme dans le cas d'I.R.D.P. - 253 838 à 179 033, Colombia de 1925 - 106 730 à 95 943 tonnes (Union des chambres de commerce et d'industrie de Roumanie, 1927 : 15). Le capital franco-belge et italien est présent dans 36 sociétés avec une valeur d'environ 800 millions de francs, et le capital néerlandais dans trois sociétés indépendantes avec 2 millions de florins néerlandais (Union des chambres de commerce et d'industrie de Roumanie, 1927 : 25).

L'industrie métallurgique a connu une phase de développement importante favorisée par le capital français. La collaboration entre les usines métallurgiques roumaines bénéficiaires du capital français et l'État roumain a encouragé le développement de cette industrie. Cela montre le fait que l'existence du capital étranger détermine le développement de l'industrie de la métallurgie, grâce à sa modernisation, mais aussi à la croissance de sa capacité de production.

Le capital français cherche également à investir dans les sociétés pétrolières suivantes:

La Société *Concordia* est en contact avec le capital franco-belge via des liens manifestés par la Société *Petrofina - Compagnie Financière Belge des Pétroles*. En 1920, *Concordia* est passée sous le contrôle du groupe belgo-franco-roumain, qui a repris l'ensemble des actions détenues par les Allemands et augmenté le capital.

Colombia est une société pétrolière franco-roumaine, créée en 1905 avec un capital de 380 millions lei. La société est née par la fusion de la Société *Colombia* - membre d'un groupe d'intérêts français, *Omnium International de Pétroles*, et les Sociétés *Alpha* et *Aquila Franco-Roumaine* - à partir de 1928 (Uniunea Camerelor de Comerț și Industrie, 1939 : 82). *Colombia* était contrôlée par un puissant groupe franco-belge, dirigé par la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Société Pétroles de Roumanie d'Anvers*, et autres sociétés, toutes représentées par *Omnium International des Pétroles*, qui détenait 200 000 des 276 000 actions *Colombia* émises (Moniteur du Pétrole Roumain, 1923 : 57). D'autre part, le Conseil d'administration de *Colombia* a décidé l'augmentation du capital par 17,5 millions lei roumains jusqu'à 138 millions lei. La croissance a été prise par *Omnium International de Pétroles* afin de convertir la moitié de la dette qu'il possédait sur la société.

Avec un capital enregistré de 600 millions lei roumains, dont 150 millions détenus par la Société *Industrielle des Pétroles*, *L'industrie roumaine du pétrole S.A.R. Bucarest* fonctionnait avec l'aide du capital français de Paris (Uniunea Camerelor de Comerț și Industrie, 1939 : 82).

Steaua Română S.A. Bucarest, ayant comme domaine d'activité, dans ses deux raffineries, l'industrie pétrolière et les opérations liées à cette industrie, a été fondée en 1895 avec un capital social de 1 milliard de lei (Uniunea Camerelor de Comerț și Industrie, 1939 : 82).

D'autres exemples d'entreprises dans le domaine du pétrole qui déployaient leur activité sur la base des investissements de capital français sont *Petrolmina*, *Sondrum*, *Telega Moreni*, *Métal Pétrole*, *Le Continental Pétrolifère*, *La Raffinerie Moinești*, et *Petrofina Française*.

Le groupe français *Consortium du Nord*, l'un des plus importants groupes industriels français, était intéressé par l'industrie pétrolière roumaine. Il a acheté un nombre de terres du *Crédit Minier*, et d'autres organismes, et a décidé de fonder une société roumaine avec un capital de 50 millions de lei. Au mois d'octobre de la même année, a été créée la société roumaine *Foraky*, par la société belge éponyme. La nouvelle société a été créée avec un capital initial de 5 millions de lei, dont 30% a été versé à sa fondation (Moniteur du Pétrole Roumain, 1923 : 134).

Aussi dans l'entre-deux-guerres, en tant que mesure de renforcer la part du capital français dans d'autres États, à Paris, a été fondée la Société *Petrol-Block français*, avec un capital de 2 millions de francs français, étant une société étrangère par rapport au pétrole roumain. En outre, nous rappelons la *Compagnie Financière Belge de Pétroles*, fondée en 1920 avec un capital de 85 millions de francs belges. Cette dernière contrôlait les entreprises *Concordia*, *Vega* et *Internat'ionala*, détenant la majorité des actions de la première, qui à son tour détenait toutes les actions des deux autres sociétés (Moniteur du Pétrole Roumain, 1923 : 167).

Outre cela, on mentionne la Société *Astra-Roumaine*, la Société *Steaua Roumaine*, *Aquila Franco-Roumaine* - capital de 72 millions de lei, qui appartenait entièrement au groupe des raffineurs français *Desmarais Frères-Fenaille & Despeaux-Deutsch* en 1923, Société I.R.D.P. - L'industrie pétrolière roumaine, Société du Pétrole, Société Internationale, *Société des Pétroles du Buștenari*, *Société Victoria*, Société *Roumaine-Belge de Pétrole* avec des capitaux franco-roumains-belges, *Compagnie Commerciale du Pétrole*, avec un capital d'un million de lei entièrement libéré - le capital était français et l'entreprise était une création du groupe *Compagnie Industrielle des Pétroles*; Société *Gallia* avec un capital surtout français - 1 250 000 francs français, fondée par la Société nouvelle des sondages de Bonne-Espérance, *Minerva*, *Apollo* - le capital en était majoritairement roumain et en petite partie français, *Sidus*, *Pétroles de Bordeni*, la Société Commerciale des Pétroles Danubienne, Société Continentale des Pétroles - société à responsabilité limitée française, *Vega*.

Mais il n'y a pas uniquement des exemples positifs de développement industriel roumain. Nous rappelons dans ce cas que, à Paris, il a eu lieu une assemblée générale extraordinaire de la société *Sidus*, dont les entreprises en Roumanie avaient une situation favorable, mais dont l'assemblée a décidé de réduire le capital de cinq millions à deux millions de francs et demi, en raison de la dépréciation monétaire. Un autre exemple similaire est la liquidation par l'assemblée générale de la société *Aurora*.

L'industrie pétrolière a augmenté de façon constante le volume d'extraction et de traitement, notamment en raison de la demande externe, mais aussi interne (bien que moins importante). La Roumanie a été un acteur majeur sur le marché européen du pétrole, ses ressources étant rivalisées seulement par la Russie. La croissance dans ce secteur a été spectaculaire, étant donné que « la Roumanie a eu la première capitale du monde éclairée par le pétrole » et « l'exportation de pétrole montre que la Roumanie alimente dans une large mesure le marché européen: 11,6% du commerce mondial international a été couvert en 1935 par les exportations roumaines, tandis que les pays les meilleurs producteurs dans le

monde comme les États-Unis participaient avec 17,24% et l'U.R.S.S. avec 5,85% » (Basgan, 1940 : 6-8). Cependant, après 1936, les réserves exploitables ont été épuisées, ce qui a conduit à un recul.

La métallurgie était celle qui, avec le pétrole, a connu les meilleurs développements. Celle-ci a été soutenue par l'État dans le cadre des politiques protectionnistes et, avec les industries chimiques et alimentaires, a bénéficié d'une augmentation du financement, mais aussi du développement de la gamme de produits. On a essayé de substituer les importations des produits métallurgiques pour encourager le développement de l'industrie. Cela a été partiellement réussi, étant donné qu'en 1931, l'industrie sidérurgie-métallurgique nationale fournissait 53,5% du marché intérieur, comme suit: fonte - 83,4%; acier - 63,9%; pièces laminées - 70,3%; pièces forgées - 63,1%; pièces moulées - 62,8%; constructions métalliques - 83,2%; fils, clous, articles de fil - 79,7%; verrerie, emballages métalliques - 79,9%; mobilier en fer, serrurerie - 79,2%; wagons, locomotives - 75 unités; véhicules - 10 unités; outils - 33%; tubes étirés - 0,22%; produits électriques - 10 unités; appareils de mesure - 9% (Păun, 1991 : 188).

Malgré les progrès réalisés, des disproportions peuvent être trouvées dans la branche. Par exemple, l'industrie alimentaire a eu une faible dynamique en dépit des investissements (partant de l'indice 100 en 1929, celle-ci a atteint l'indice 111 en 1939), l'industrie du bois a diminué (en 1939 elle était seulement à 86,9% par rapport à 1929). En revanche, la métallurgie a augmenté spectaculairement (indice 150,6 en 1939, mais avec un maximum de 171,6 en 1938), ainsi que l'industrie du cuir (indice 162,6 en 1939) et textile (indice 169,1 en 1939, mais avec un maximum de 178,4 en 1937) (Murgescu, 2010 : 260).

L'industrie chimique en Roumanie entre les deux guerres a connu un développement significatif sur la base des capitaux étrangers ou par la création d'entreprises, autres que celles qui ont été fondées sur les ressources pétrolières. Outre les entreprises de la chimie organique, on mentionne l'émergence des savonneries, des usines de produits pharmaceutiques ou de parfum, mais aussi des usines d'explosifs et d'une usine d'allumettes, qui sont d'ailleurs les plus importantes pour le secteur.

Dans ce contexte, les capitalistes français ont mis en place des usines de savon et des bougies, des entreprises pour la fabrication de l'acide sulfurique, nitrique et tartrique, ainsi que pour le traitement chimique du charbon. En outre, le capital français a dominé la production de parfums, de cosmétiques, de produits pharmaceutiques et d'alcool. Ces entreprises appuyées par le capital français opéraient en collaboration avec les investissements des capitaux suisses, atteignant des montants entre 2 et 5 millions lei (somme assez petite par rapport aux autres

industries), avec un degré minimum de mécanisation. Nous rappelons dans ce secteur des laboratoires tels que *Legrain*, *Jermandrée*, *D'Orsay*, *Parfums-Lubin*, *Ravel*, *Roger-Gallet*, *Chlorodont* ou *Usine de médicaments dr. Walder* (Bogdan, Platon, 1981 : 54).

Des investissements français peuvent être trouvés aussi dans l'industrie textile. Fondée en 1934 par la participation des capitaux franco-italo-suisses, la *Filature Roumaine du Coton SA* a commencé avec un capital de 50 millions lei, puis successivement a augmenté à 200 millions lei. *Cotons Roumain SA* est une société constituée en 1935 avec la participation des entreprises françaises *E. Caulliez de Tourcoing* et *Henry Coisne d'Armentières*. Au début, elle avait un capital de 4,8 millions lei, puis celui-ci a augmenté à 50 millions lei. Une année plus tard, *l'Entreprise Générale des Industries Textiles S.A.R. Bucarest* a été mise en place, avec le soutien des capitaux français et polonais. Le capital français y est représenté par la *Compagnie Générale des Industries Textiles de Roubaix*.

Une corporation puissante, avec des usines dans plusieurs villes du pays, était la *Société pour l'Industrie Textile SA Bucarest*. Elle a attiré des investissements de la société *Financière Textile* pour la France et *L'Étranger de Paris*. Vers la fin de l'entre-deux-guerres, en particulier en 1938, la *Société Textile Ploiești* a été établie, avec la participation des capitaux roumain, anglais, polonais et français, le dernier étant représenté par *S.A. des Etablissements Motte Meillasoux et Gaulliez*, avec un montant de 8,02 millions lei du capital total de 50 millions lei. D'autres exemples d'entreprises qui ont bénéficié des capitaux français sont *Fil textile D.M.C. S.A.R. Bucarest*, à laquelle a souscrit la société *Dollfus-Mieg en Moulhouse*, *Gallia SA Bucarest* - une entreprise qui fabriquait des tissus de soie artificiels et naturels, et *Textile Franco-Roumaine SA*, spécialisée dans la vente en gros de textiles.

En ce qui concerne l'énergie électrique, celle-ci a enregistré la plus forte augmentation, mais au niveau national, les résultats ont été modestes : « en 1937, seulement 510 localités, avec une population de 4.330.958 habitants, étaient électrifiées » (Păun, 1989 : 231). Le saut semble grand seulement puisqu'il a commencé à un niveau très bas.

L'impact du capital français a été donné par la création des sociétés d'électricité, tout en convertissant les entreprises existantes et en augmentant le capital des entreprises rachetées par des investisseurs étrangers. Les exemples les plus importants d'entreprises nationales qui opéraient sous capital français sont *Les Sociétés Conjointes des Entreprises Électrique*, où le montant de 94,5 millions lei a été repris en 1930 par la *Société l'Union Électrique Rurale*, et quant au capital belge nous rappelons les *Usines Électriques Cluj*, auxquelles l'entreprise *Electrobel*

de Bruxelles a souscrit 63 millions lei (Bogdan, Platon, 1981 : 71). Cette industrie est l'une des branches les plus développées dans l'entre-deux-guerres, atteignant en 1938 une valeur de 2.977 millions lei, dont 73,50% étaient des capitaux étrangers.

Un autre problème était la façon disproportionnée dont l'industrie était répandue sur le territoire de l'État, et souvent, la base technique matérielle en était incomplète. Cela a conduit à une incapacité de produire des biens avec un haut degré de technicité, tels que des machines, des installations ou des équipements. Ils ont surtout été importés.

Outre ces problèmes, les principales exportations de l'industrie roumaine étaient constituées de matières premières ou de marchandises avec un faible degré de transformation, tandis que les produits importés étaient des produits fabriqués. Ainsi, il y avait une disproportion entre la valeur des marchandises exportées et importées. Un bon exemple en ce sens se trouve dans la métallurgie, où « compte tenu des conditions naturelles données [...] celle-ci devrait être florissante. Nous avons le charbon, le fer, le cuivre etc. Les lois pour encourager l'industrie sont très libérales et offrent de vastes possibilités pour l'affirmation de l'initiative privée. Cependant il n'y a pas de satisfaction dans l'industrie ainsi créée. Presque toutes nos soi-disant usines ne sont rien d'autre que des ateliers mécaniques où sont fabriqués des appareils ou outils dont les composantes sont importées de l'étranger sous l'égide de la douane protectionniste. Nous n'avons pas d'usine pour produire un tel moteur ou un canon à partir de la matière première jusqu'au plus fin morceau nécessaire au bon fonctionnement » (Revista Economică, 1938 : 338). La valeur des marchandises importées était nettement plus élevée que celle des produits exportés, puisque les articles ont été importés avec un degré élevé de transformation ou technicité. Des produits agroalimentaires étaient massivement exportés, du carburant ou de la matière première, qui avaient un prix bas et qui revenaient ensuite comme des importations transformées.

Conclusions

Pour conclure, nous pouvons soutenir que la Roumanie a connu un développement dans le secteur industriel, mais ce ne fut pas spectaculaire. Les indices ont enregistré des hausses, mais aussi des baisses pendant la Grande dépression. L'industrie était sensible à tout événement sur le marché extérieur et, souvent, la Roumanie a exporté à perte seulement parce qu'il n'y avait pas de demande intérieure (ou celle-ci était insignifiante) pour certains produits. En termes de croissance interne, celle-ci a été satisfaisante, étant donné que le niveau d'industrialisation avant l'entre-deux-guerres était presque nul. Ce niveau n'a pas été

toutefois suffisant par rapport aux autres économies européennes, vu que des pays tels que la Tchécoslovaquie ont connu des évolutions beaucoup plus amples.

En outre, le développement industriel de la Roumanie était loin de celui des États occidentaux. L'absence des politiques cohérentes a conduit à une accumulation de disparités et le manque des capitaux nationaux a mené au développement d'une industrie détenue en grande partie par le capital international. La Roumanie s'est développée du point de vue industriel, mais cela ne l'a pas aidée à s'en remettre et à entrer dans le cercle des pays industriels. Cependant, la grande réussite de la Roumanie dans l'entre-deux-guerres a été la transformation de l'économie d'une économie agraire en une économie agraire-industrielle.

Néanmoins, une grande partie de l'industrie était détenue par des capitaux étrangers, et le développement en a été sinueux. Dans l'industrie pétrolière, les plus grandes compagnies étaient dans des mains étrangères. Le développement a eu lieu avec l'aide des finances étrangères, étant donné qu'il n'y avait pas suffisamment de capitaux locaux pour le soutenir. L'industrie du charbon travaillait pour répondre aux besoins domestiques, mais souvent elle n'y parvenait même pas. L'industrie manufacturière a le plus souffert pendant la Grande dépression, alors que dans la période post-crise elle a connu un véritable boom.

En ce qui concerne les investissements étrangers, dans l'entre-deux-guerres ce sont les investissements directs qui ont été préférés- les investissements en capital dans les entreprises économiques telles que les sociétés à responsabilité limitée. Cela a engendré une multiplication des sociétés à responsabilité limitée et une préférence pour investir le capital dans des sociétés de taille modeste. « Sur l'ensemble de l'économie, entre 1921 et 1938, la croissance du capital étranger était due en proportion de 58,22% à l'augmentation du capital et 41,78% à la création d'entreprises » (Bogdan, Platon, 1981 : 35).

Caractérisant en bref les investissements français en Roumanie dans l'entre-deux-guerres, nous voyons que ceux-ci n'ont pas cherché l'extension de l'activité qui attirerait une domination de ces capitaux, mais ont plutôt cherché à réinvestir une partie du profit réalisé dans notre pays. En conséquence, dans une période où la Roumanie a visé le redressement suite à la Première guerre mondiale et a atteint vers la fin de l'entre-deux-guerres le plus haut niveau de l'économie du pays, « le processus de concentration du capital et de la production s'est intensifié, notamment dans l'industrie métallurgique, de l'exploitation minière et de fabrication, et les monopoles ont commencé à jouer un rôle dominant dans la vie économique et politique du pays » (Marcu, 1979 : 263).

Ainsi, les capitaux étrangers, y compris le capital français, se sont consolidés dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres, tout en s'intéressant principalement aux secteurs économiques qui assuraient un profit immédiat ou un retour très élevé. L'industrie lourde détenait la plus grande partie du capital étranger total investi en Roumanie.

L'économie de la Roumanie a atteint un sommet du développement en 1928, mais a été profondément affectée par la crise financière de l'année suivante. Cette évolution est due au fait que l'État n'était plus seulement un exportateur de matières premières et importateur de machines industrielles, mais il est devenu le premier pays européen dans la production de pétrole, le deuxième dans le cas du gaz naturel et de l'or et le quatrième dans les exportations de blé grâce à l'impact positif que le capital français a eu sur l'économie. L'industrie est redevenue une zone productive pour l'économie roumaine une fois les effets de la crise surmontés. Donc, nous pouvons soutenir que les investissements français ont eu un effet bénéfique pour l'industrie roumaine, l'a aidant à se développer et contribuant ainsi à la reconstruction du pays après la Première guerre mondiale. En plus, les capitalistes français ont contribué à transformer l'économie roumaine d'une économie agraire en l'une agraire-industrielle.

Bibliographie

- Annuaire de l'Institut d'Histoire et d'Archéologie Cluj-Napoca*, no. XXVIII, Université de Cluj-Napoca, 1987-1988.
- Basgan, I. 1940. *Petrolul și gazele naturale în România*, Extrait du « Bulletin I.R.E. », Année VIII, No. 3, Bucarest : Institut Roumain du Pétrole.
- Bogdan, C., Platon, A. 1981. *Capitalul străin în societățile anonime din România în perioada interbelică - cu referire specifică la anii 1934-1938*, Bucarest : Maison d'édition Académie de la République socialiste de Roumanie.
- Marcu, N. 1979..*Istorie economică*. Bucarest : Maison d'édition didactique et pédagogique.
- Milza, P., Berstein, S. 1998..*Istoria secolului XX*, vol. I, Bucarest: Edition All.
- Moldovan, Roman, *Formarea și mișcarea capitalurilor în România*, Les publications du séminaire sur l'économie politique, Académie des Hautes Études Commerciales et Industrielles de Bucarest, No1.
- Moniteur du Pétrole Roumain, Bucarest, le 1^{er} janvier 1923, année XXIII, vol. 22.
- Murgescu, B. 2010. *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Maison d'édition Polirom, Iași.
- Păun, N. 1989..*Istoria economică a României*, Université de Cluj-Napoca, Faculté d'études économiques.
- Păun, N., 1991..*Rolul statului în viața economică a României în perioada interbelică. Evoluție doctrinară și instituțională*, Cluj- Napoca.
- Păun, N. 2009. *Viața economică a României: 1918-1948: modernizare-dezvoltare-europeanizare*, Presse Universitaire de Cluj, Cluj-Napoca.
- Pușcaș, V. 1988. *Dezvoltarea și modernizarea în România interbelică 1919-1939*, Bucarest : Edition Politique.

- Revista Economică*, no. 50, Année XL, le 10 décembre 1938, Sibiu.
- Saizu, I. 1981. *Politica economică a României între 1922 și 1928*, Bucarest : Maison d'édition Académie de la République socialiste de Roumanie.
- Union des chambres de Commerce et d'Industrie de Roumanie, 1927. *Aperçu général sur l'industrie du pétrole roumain*, Göbl Fils Bucarest,
- Union des chambres de Commerce et d'Industrie, 1939. *Darea de seamă a activității Uniunii Camerelor de Comerț și Industrie de la 15 iunie 1938 la 15 iunie 1939*, Bucarest : Le Journal officiel et les Imprimeries de l'État. Imprimerie nationale.